

## Lyes Salem, réalisateur de «L'Oranais» : «Nous vivons le dernier baroud du régime algérien»

PAR PIERRE PUCHOT  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 9 DÉCEMBRE 2014



L'Oranais, de Lyes Salem © Jean-Claude Lothar

Réalisateur franco-algérien vivant en France, Lyes Salem s'efforce dans son dernier film de percer le grand tabou des années post-libération et du «storytelling» dont l'État algérien continue d'user pour écraser toute voix dissidente et prolonger d'autant la vie d'un régime à bout de souffle. « Avec ce film, j'avais envie de présenter des êtres humains, et non pas les personnages lisses et sans faille qu'on nous présente sans cesse quand on évoque les anciens "moudjahed". » Entretien.

« Ce que je veux, c'est que l'on nous rende notre mémoire, telle qu'elle est. » Ovní dans un paysage cinématographique grand public très consensuel dès qu'il s'agit d'aborder la genèse de l'Algérie contemporaine, le film *L'Oranais*, en salle en France depuis le 19 novembre, met les pieds dans le plat et démonte le grand récit algérien de l'indépendance tel que le Front national de libération (FLN) l'a imposé depuis 1962. Réalisateur franco-algérien vivant en France, né d'un père algérien et d'une mère française, Lyes Salem s'efforce, parfois maladroitement mais sans complaisance, de percer le grand tabou des années post-libération et du «storytelling» dont l'État algérien continue d'user pour écraser toute voix dissidente et prolonger d'autant la vie d'un régime à bout de souffle. « Il faut regarder cette mémoire en face, nous dit Lyes Salem. J'en ai envie, j'en ai besoin, peut-être

parce que je suis à l'intersection de ces deux histoires, française et algérienne, et qu'il est hors de question que je choisisse l'une contre l'autre. » Entretien.

**Mediapart. Votre film frappe fort contre le régime algérien et les années post-indépendance. L'un de vos personnages, cacique du FLN, a cette phrase terrible : « Voilà pourquoi tu as fait la révolution, pour que l'eau ne coule pas à ton robinet. » Cette virulence était-elle au cœur de ce projet dont vous êtes à la fois scénariste, réalisateur et acteur principal ?**



**Lyes Salem.** Tout d'abord, sur cette phrase : ce n'est pas un regard dur, c'était la réalité dans les années 1980. Certes, je pousse un peu, parce que dans la maison des pontes du régime, de l'eau, il y en avait. Mais mes cousins, mes copains, eux, avaient de l'eau une fois tous les trois jours. Ce n'est pas un pays qui s'est construit de manière raisonnée. Après, je ne cherche pas à être dur avec le régime, je cherche à faire mesurer la distance entre les années post-indépendance et aujourd'hui.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on ne parle pas tant de religion dans le film. La religion dans ces années-là n'était pas partout dans la société. Et je me suis retrouvé face au regard du jeune public en Algérie qui ne comprenait pas cela. Même chose pour le français : à cette époque-là, ces personnages bien placés dans le FLN parlaient souvent français

entre eux. Et j'ai appris à l'occasion que le conseil des ministres se faisait encore en français. Il est important pour moi que l'on assume l'histoire commune.

**Pour revenir à cette phrase, on peut aussi l'entendre comme l'expression d'un rêve révolutionnaire qui n'est pas advenu...**

Une révolution avortée, oui.

**Et qui prend d'autant plus de relief dans le contexte de l'élection présidentielle de 2014.**

Cela, c'est un hasard. Moi, je ne voulais pas être dans les commémorations de 1962, en 2012 donc, et je me suis retrouvé à sortir le film en 2014. Mais c'est vrai : une révolution a été faite, et derrière, il y a la situation actuelle, qui est un grand ratage.

Je me suis toujours posé la question de savoir pourquoi, huit ans après l'indépendance, un des fondateurs du FLN, l'un des grands artisans de la révolution, s'était fait assassiner à Francfort par la police de Boumediene ? (Il s'agit de Belkacem Krim, né le 15 décembre 1922 à Oued Ksari en Kabylie, et mort assassiné à Francfort le 18 octobre 1970). En même temps, n'est-ce pas l'histoire de toutes les révolutions, de tuer les hommes qui les ont menées ?

Avec ce film, j'avais envie de présenter des êtres humains, et non pas les personnages lisses et sans faille qu'on nous présente sans cesse quand on évoque les anciens « moudjahed ». J'ai construit le film de manière que ce soit ce qui se passe dans la sphère privée qui déborde dans la sphère publique. Pour le reste, ce film, c'est un peu « rallumer le passé pour

éclairer l'avenir ». Le plus important, ce sont les cinquante ans qui viennent, pas ceux qui sont derrière nous.



L&#039;Oranais, de Lyes Salem © Jean-Claude Lothar

**Cette mémoire niée, incarnée par un personnage, le fils adoptif de Djaafar, l'est des deux côtés, français et algérien. Côté FLN, c'est notamment le culte de l'arabité, évoquée par plusieurs scènes du film.**

[[lire\_aussi]]

Le film pose la question de ce qu'est l'identité algérienne. Une identité, par définition, ne peut se définir que par soi-même. À partir du moment où elle est imposée, cela ne fonctionne pas. Quand j'ai écrit cette partie du film, nous étions plongés en France dans le débat sur l'identité nationale. Je vis en France, et j'ai été évidemment influencé par cette façon dont on a essayé de plaquer des choses artificiellement sur la question de l'identité. L'Algérie, elle, a un potentiel de multilinguisme impressionnant, chaque Algérien pourrait parler au moins quatre langues : le dialecte arabe algérien, le kabyle, l'arabe littéraire et le français. Et puis non. Pour l'instant, on a manqué cela.

**En abordant cette question identitaire algérienne, votre film attaque de front le grand récit que s'est donné le régime, en imposant une fois de plus à la présidence en 2014 Abdelaziz Bouteflika, dernier représentant de ces « compagnons de l'indépendance » et de cette Algérie mythifiée, arabo-musulmane, unie et indivisible.**

Si l'Algérie post-indépendante avait affronté ses contradictions, ses démons, nous n'en serions pas là. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise identitaire phénoménale, qui est la cause des dérives. Là, réside le principal problème. Cette crise identitaire prend la forme d'un clanisme, d'un régionalisme indépassable, du salafisme le plus bigot, aussi. Ce salafisme vient

comblent un déficit identitaire énorme. Si ce déficit n'existait pas, il n'y aurait pas besoin de s'affirmer dans cette violence, dans cette austérité. Cette austérité vient donner un sens à une absence de vie.

En Algérie, il y a ce sentiment de vide, de vide absolu. Il faut redonner du sens. Je le vois bien sur mes tournages : je tourne tout le temps en Algérie. Et sur le plateau, il y a toujours des individus qui, au début, sont fermés, conservateurs. Mais au bout de trois mois, parce que l'on a vécu une aventure humaine autour du film, parce qu'ils servent à quelque chose, qu'ils sont en train de construire quelque chose, ce ne sont plus les mêmes, ce n'est plus la même chanson. Les gens n'en sont pas moins musulmans, mais ils sont beaucoup plus détendus.

**Dans un contexte de grandes difficultés pour les réalisateurs algériens pour trouver des financements, comment produisez-vous vos films ?**

Principalement via des coproductions franco-algériennes. En Algérie, le ministère de la culture ne peut pas tout faire : c'est le parent pauvre du gouvernement. Et la culture, en Algérie, a été laissée de côté depuis toujours. En France, même s'il y a beaucoup de problèmes, il y a une véritable politique culturelle. En Algérie, ça n'existe pas. Il y a aussi un problème de « chaîne industrielle » : il n'y a pas de salles de cinéma, par exemple. Vous pouvez toujours monter une société de production, mais après, qu'allez-vous en faire ? Comment rentabiliser un film sans salles ? Et même s'il y avait des salles, les gens ont perdu l'habitude d'aller au cinéma, à part quelques férus et cinéphiles qui animent encore des ciné-clubs très actifs. Les couvre-feux lors de la décennie noire sont passés par là, et tout cela a accouché d'une société très conservatrice, qui se méfie du cinéma.

**Pourquoi, justement, avoir arrêté votre film à la veille de cette décennie noire du terrorisme et de la guerre civile, dont tout le monde continue pourtant de parler aujourd'hui pour justifier la fossilisation du régime algérien ?**

Je voulais m'arrêter avant la bascule de 1988, pour interroger la mémoire qui avait justement mené à octobre 1988. Ce qu'ont vécu les Tunisiens en 2011,

les Algériens l'avaient connu à ce moment là. Un soulèvement populaire et une ouverture au pluralisme qui a fait vaciller le régime, avant que l'on bascule dans la guerre civile. Le compromis pour arrêter cette guerre fut la concorde civile de Bouteflika, qui constitue une véritable bombe à retardement. Là où il aurait fallu une justice extraordinaire, une sorte de Nuremberg à l'algérienne pour identifier et juger les responsables de la souffrance du peuple, on est dans une concorde civile où les combattants descendent, posent leurs armes, et où on leur donne une bourse pour ouvrir un magasin, tout en interdisant à quiconque de remettre en cause le processus. Cela a entraîné l'avènement d'une société conservatrice et religieuse.

**C'est sans doute la première fois qu'un film grand public et de fiction, disposant d'un budget de cette importance (3,5 millions d'euros), tape aussi dur sur l'Algérie contemporaine, sans passer par la case « islamisme » et décennie noire. Votre film véhicule l'idée qu'il est temps de passer à autre chose. Est-ce votre sentiment ?**

Absolument. Ma génération est légitime pour dire : « Arrêtons avec l'immobilisme, regardons-nous dans un miroir et avançons. » Ce que je veux, c'est que l'on nous rende notre mémoire commune, telle qu'elle est. La colonisation, ce n'est pas qu'une armée occupante, c'est aussi des histoires humaines, c'est complexe. Renier cela, c'est se renier soi-même. Il faut regarder cette mémoire en face, j'en ai envie, j'en ai besoin, peut-être parce que je suis à l'intersection de ces deux histoires, française, algérienne, et qu'il est hors de question que je choisisse l'une contre l'autre.

**Cette question de la mémoire est présente notamment dans une scène très forte du film, lorsque que le personnage principal regarde sa propre histoire rejouée dans une pièce de théâtre, et que le malaise le gagne peu à peu face à la manière dont sa propre vie est caricaturée, mythifiée, pour escamoter la vérité au profit du grand récit révolutionnaire.**

Djaafar voit bien que l'histoire qu'on lui montre, sa propre histoire, n'est pas vraie, mais il est déjà écrasé par le protocole, les drapeaux, le parti. Lui même n'a pas l'intention d'assumer la mémoire du petit garçon issu du viol de sa femme par le soldat français. Et il se retrouve coincé, il est obligé de jouer le jeu. Ce protocole algérien, c'est quelque chose : une fois, je me suis retrouvé dans le bureau d'un général, car j'avais besoin d'un hélicoptère pour un tournage. J'avais beau être face à quelqu'un que je connaissais depuis tout petit, ce décorum, ce protocole si imposant faisait que j'étais collé à mon siège et, pendant qu'il me disait des choses parfois complètement délirantes, je me suis tu. Il arrive que l'on soit écrasé par une chape de plomb, qui nous fait taire.

**Y a-t-il une ambition politique chez vous dans l'idée de faire tourner plusieurs figures (Amazigh Kateb, Kader Affak, voir notre reportage en Algérie sur le mouvement « Bezzef »...) contestataires de l'Algérie d'aujourd'hui ?**

Ce sont des gens qui portent une parole, il y a un cousinage entre nous de ce point de vue. Bon, concernant Kader, la raison numéro un c'est qu'il s'agit d'un immense acteur. Un jour, je le vois dans un café, et j'ai l'impression de voir Boumédiène. Et je me dis alors que pour le personnage de Ziad, ce serait une grande force de l'avoir.

**Comment ce film est-il reçu en Algérie ? La projection organisée à Oran en votre présence le 7 novembre fut mouvementée.**

Il y a des résistances. À Oran, c'était une soirée particulière, très importante, qui m'a fait beaucoup de bien. La salle Es-Saada, l'ex-Colisée, était pleine, et pendant la première heure, le public était très vivant. Puis, au bout d'une heure, un petit groupe a commencé à crier qu'il fallait sortir, que c'était une honte de représenter ainsi des anciens moudjahed, buvant et disant des gros mots, qu'il fallait rendre des comptes car tout cela était fait avec de l'argent public. Sur 570 places, ils devaient être 12-15 personnes. Et la salle leur a fait comprendre qu'il fallait qu'ils sortent. Ce

qu'ils ont fait. Dehors, un débat a commencé entre ceux qui étaient pour et contre le film. Et dans la salle, à la fin du film, on a fait un débat d'une heure et demie, et la parole s'est peu à peu apaisée. Cela n'a pas changé le point de vue de ceux qui hurlaient, principalement des enfants de « moudjahed ». Mais nous avons pu débattre.



L&#039;Oranais, de Lyes Salem © Jean-Claude Lothar

**Le paradoxe, c'est que du côté des autorités algériennes, vous n'avez eu aucun problème. L'Algérie a même financé le film.**

[[lire\_aussi]]

Récemment, ma productrice me montrait la lettre du Fdatic (Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographique, qui dépend du ministère de la culture algérien), qui notifiait que la commission accordait la subvention du film à l'unanimité, en disant : « *l'histoire du pays est abordée avec courage* ». C'était écrit comme ça, tel quel. Et quand on a présenté le film à la commission pour obtenir le visa d'exploitation, pour ne pas dire la commission de censure, on l'a eu sans problème. Peut-être quelque chose est-il en train de bouger, c'est peut-être le moment de foncer.

**Dans le même temps, un caricaturiste est condamné pour un simple projet de caricature sur Bouteflika...**

C'est vrai. En Algérie, il y a deux lignes rouges claires, le prophète et le président. L'écrivain Kamel Daoud, qui attaque le régime à longueur de chronique, n'est pas inquiété. Il y a bien un paradoxe, mais j'ai quand même le sentiment que nous vivons le dernier baroud de ce régime. Avant quoi ? Ça, c'est la question. Mais, franchement, cela ne peut pas être pire qu'aujourd'hui.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.